

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

**PARTIE PERMANENTE**

Armée de terre

**INSTRUCTION N° 63361/PM/1/B**

relative à l'application des dispositions du décret n° 57-568 du 7 mai 1957 portant admission au statut général des militaires français musulmans d'Algérie appartenant aux cadres actifs ou de réserve de l'armée de terre et se trouvant actuellement sous le régime transitoire défini par le décret n° 55-1407 du 19 octobre 1955, modifié par le décret n° 56-439 du 2 mai 1956.

*Du 29 juin 1957*

**INSTRUCTION N° 63361/PM/1/B relative à l'application des dispositions du décret n° 57-568 du 7 mai 1957 portant admission au statut général des militaires français musulmans d'Algérie appartenant aux cadres actifs ou de réserve de l'armée de terre et se trouvant actuellement sous le régime transitoire défini par le décret n° 55-1407 du 19 octobre 1955, modifié par le décret n° 56-439 du 2 mai 1956.**

*Du 29 juin 1957*

---

*Classement dans l'édition méthodique : BOEM 366.3.1.1.1.*

*Référence de publication : BO/G, p. 3653.*

---

En vertu du décret 57-568 du 07 mai 1957 , sont admis au statut général les militaires français musulmans d'Algérie des cadres actifs et de réserve de l'armée de terre qui se trouvaient encore placés sous le régime dit « transitoire » défini par les décret 55-1407 du 19 octobre 1955 et décret 56-439 du 02 mai 1956 .

La présente instruction se propose de préciser :

- le champ d'application du décret du 07 mai 1957 ;
- les conditions dans lesquelles les personnels en cause sont admis au statut général et les mesures d'ordre administratif auxquelles cette admission doit donner lieu ;
- les conséquences qui en découlent.

## I. CHAMP D'APPLICATION DU DÉCRET 57-568 DU 07 MAI 1957

Sont visés par ce décret les personnels militaires français musulmans d'Algérie de tous grades, définis ci-après :

- *personnels d'active* qui, en service le 22 juin 1948 <sup>(1)</sup>, n'ont pas, par la suite, été admis au statut militaire français intégral ;
- *personnels des réserves* (non dégagés d'obligations militaires) qui ont été admis dans les réserves, soit antérieurement au 22 juin 1948, soit le 22 juin 1948 ou postérieurement, après avoir servi en dernier lieu dans l'armée active sous un régime autre que le statut militaire français intégral.

### **Nota.**

Le décret du 07 mai 1957 précité ne vise que les militaires français musulmans d'Algérie ; il ne concerne donc, en aucune façon, les militaires d'active de nationalité marocaine ou tunisienne servant encore dans l'armée française, qui restent régis, jusqu'à nouvel ordre, par les décrets n° 55-140855-1409 du 19 octobre 1955 <sup>(2)</sup>.

## II. CONDITIONS D'ADMISSION AU STATUT GÉNÉRAL ET MESURES D'ORDRE ADMINISTRATIF

### **1. Modalités de l'admission**

L'admission au statut général a lieu *de plano*, pour compter du 7 mai 1957, sans que les intéressés aient à en formuler la demande.

### **2. Grade, ancienneté de grade prise de rang**

Les intéressés conservent leur grade et leur ancienneté de grade.

Ils sont classés sur les listes d'ancienneté parmi les personnels de statut général de même ancienneté qu'eux, suivant les règles normales applicables en matière de prise de rang et sans considération du statut sous lequel ils ont servi jusque-là.

### **3. Mesures d'ordre administratif**

#### ***1° Inscription à porter sur les pièces matricules***

a). Militaires de tous grades de l'armée active, officiers et aspirants de réserve :

L'admission au statut général de ces personnels donnera lieu à l'inscription à l'encre rouge sur leurs pièces matricules (à la partie : positions successives) de la mention suivante :

« Admis au statut général, à compter du 7 mai 1957, en application du décret 57-568 du 07 mai 1957 , avec le grade de (grade), prise de rang du (date). »

b). Militaires des réserves autres que les officiers et aspirants :

Aucune inscription ne sera portée sur les pièces matricules des intéressés.

#### ***2° Notification du changement de position des intéressés***

Pour les officiers et les sous-officiers d'active ainsi que pour les officiers et les aspirants de réserve, l'admission au statut général constitue un changement de position au regard de l'instruction n° 179624/PM/1 A 64 du 19 novembre 1956 <sup>(3)</sup> relative à la gestion nominative des officiers, sous-officiers et personnels militaires féminins de l'armée de terre.

La notification de ce changement de position sera effectuée dans les conditions suivantes :

##### ***A. Officiers et sous-officiers d'active.***

Les avis de changement de position seront établis et transmis dans les conditions normales fixées par l'instruction du 19 novembre 1956 précitée.

##### ***B. Officiers et aspirants de réserve.***

a). Personnels en résidence sur le territoire de la 10<sup>e</sup> région militaire <sup>(4)</sup>.

En vue de faciliter la tâche des organes administratifs de cette région, l'Administration centrale établira mécanographiquement les états nominatifs des aspirants et officiers de réserve autochtones dont ils ont la charge.

Ces documents leur seront adressés en double exemplaire.

Il leur appartiendra :

- de procéder à un collationnement général de ces listes et de les compléter ou rectifier, le cas échéant ;
- d'indiquer l'origine de ceux qui ne seraient pas français musulmans d'Algérie (Marocains, Tunisiens...) ;
- d'en faire ressortir les personnels français musulmans d'Algérie passant du régime transitoire au statut général ;

- d'adresser en retour à l'Administration centrale (directions intéressées) l'un des deux exemplaires de ces listes ainsi exploitées.

Cette manière de procéder évitera aux organes administratifs d'établir des bulletins de renseignements individuels modèle 7 *bis*, et permettra cependant aux directions d'arme ou de service de mettre à jour leurs propres dossiers d'archives.

b). Personnels en résidence sur tout autre territoire que celui de la 10<sup>e</sup> région militaire.

Le soin est laissé aux organismes chargés de l'administration des officiers et aspirants de réserve d'identifier les personnels visés par le décret 57-568 du 07 mai 1957 et de leur appliquer la procédure normale de renseignements au profit de l'Administration centrale (directions d'arme ou de service) par bulletins individuels modèle 7 *bis* au fur et à mesure de la mise à jour des dossiers des intéressés.

### III. CONSÉQUENCES DÉCOULANT DE L'ADMISSION AU STATUT GÉNÉRAL

À compter du 7 mai 1957, sous réserve de mesures de caractère transitoire indiquées ci-après ou qu'il paraîtra opportun de prendre par la suite, les militaires français musulmans d'Algérie visés par le décret n° 57-568 sont régis, à tous égards, par les dispositions législatives et réglementaires applicables aux militaires français de souche européenne.

Les modifications ainsi apportées à l'état de choses actuel sont les suivantes :

#### 1. **Avancement et décorations**

Les dispositions de l'article 5 du décret 55-1407 du 19 octobre 1955, aux termes desquelles les personnels placés sous régime transitoire « concourent entre eux dans chaque arme ou service pour l'avancement et les décorations » ne sont plus applicables aux militaires français musulmans d'Algérie bénéficiaires du décret du 07 mai 1957. Ceux-ci concourent désormais avec les personnels de statut général pour l'avancement et les décorations ; ils reçoivent, dans ces domaines, application des règles normales <sup>(5)</sup>, sous réserve de mesures transitoires qui peuvent être prévues en leur faveur, notamment dans les circulaires annuelles relatives à l'avancement. Les propositions pour l'avancement et les décorations les concernant ne doivent donc plus faire l'objet de fusionnements particuliers.

#### 2. **Rengagement (6)**

Les personnels français musulmans d'Algérie non officiers servant sous régime transitoire se trouvant en activité de service ou dans leurs foyers étaient jusqu'ici régis, en matière de rengagement, par le décret 1904 du 05 mai 1941 <sup>(7)</sup> ; leur admission au statut général a pour effet de les placer, dans le domaine considéré, sous le régime de la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et les textes réglementaires consécutifs. Notamment, leur seront dorénavant applicables, les règles générales concernant les Français de souche européenne figurant à l'instruction n° 59000/PM/7 Ae du 9 avril 1956 relative aux engagements et rengagements des Français dans les troupes métropolitaines et coloniales <sup>(8)</sup>.

Toutefois, à titre transitoire, il ne sera pas exigé des Français musulmans d'Algérie, candidats à un rengagement, un brevet de spécialité militaire ou un *CAP* civil correspondant à une spécialité militaire <sup>(9)</sup>.

Quant aux rengagements en cours, lors de la publication de la présente instruction, les mesures suivantes seront prises :

##### ***A. Rengagements souscrits avec le grade précédemment détenu.***

Ces rengagements seront considérés comme valables et ne feront pas l'objet d'une révision.

Les intéressés seront liés au service pour la durée prévue auxdits contrats, mais ils seront régis à tous égards, à compter du 7 mai 1957, par les règles applicables aux militaires français de souche européenne, notamment en matière de discipline générale <sup>(10)</sup>, réforme temporaire et congés de longue durée pour maladie.

***B. Rengagements souscrits avec un grade inférieur à celui précédemment détenu dans les conditions prévues à l'article 48 de l'instruction n° 59000/PM/7/Ae du 9 avril 1956.***

***a. Rengagements souscrits avant le 7 mai 1957.***

Mêmes dispositions que celles prévues ci-dessus au paragraphe A.

***b. Rengagements souscrits le 7 mai 1957 ou postérieurement.***

Ces rengagements seront annulés et remplacés par des contrats prenant effet de la même date, mais souscrits dans les conditions normales fixées pour les Français de souche européenne par l'instruction n° 59000/PM/7/Ae du 9 avril 1956 <sup>(11)</sup>.

**3. Limite d'âge. Limite de durée des services**

***A. Officiers.***

Les officiers français musulmans d'Algérie servant sous régime transitoire étaient soumis au même régime de limite d'âge que les officiers français de souche. Leur admission au statut général en vertu du décret du 07 mai 1957 ne change donc rien à leur situation.

***B. Personnels non officiers.***

Jusqu'ici, ces personnels servaient sous le régime de la limite de durée des services fixée par le décret du 05 mai 1941 (15 ans) et avaient la possibilité de demander à prolonger leurs services au-delà de 15 ans dans les conditions prévues à l'article 8 du décret n° 52-135 du 4 février 1952 modifié par l'article 2 du décret n° 54-491 du 10 mai 1954 <sup>(11)</sup> savoir :

- jusqu'à 45 ans, exceptionnellement, s'ils étaient sous-officiers, sans considération de grade ou d'emploi (par rengagement de deux ans) ;
- jusqu'à 50 ans, s'ils étaient aspirants, adjudants-chefs ou adjudants, pour occuper certains emplois énumérés à l'annexe I de l'instruction n° 9135/PM/1B du 20 janvier 1954 <sup>(11)</sup> (par rengagements de deux ans) ;
- jusqu'à 50 ans, exceptionnellement, sans considération de grade, pour occuper des emplois sédentaires : cuisinier, garde-magasin (par rengagements de deux ans).

L'accession des personnels en cause au statut général entraîne dans le domaine considéré les conséquences suivantes :

***a. Sous-officiers.***

Ils servent désormais sous le même régime de limites d'âge que les sous-officiers français de souche (voir instruction n° 9135/PM/1B du 20 janvier 1954, 2<sup>e</sup> partie, paragraphe I et ses modificatifs) et peuvent éventuellement être maintenus au-delà de la limite d'âge normale dans les mêmes conditions qu'eux <sup>(12)</sup> (Voir circulaire n° 4848/EMA/1E 142500/PM/1A 22 du 5 septembre 1956 et ses modificatifs, BO/PT, p. 1037.)

Il y a lieu de noter que les rengagements qui seraient dorénavant souscrits par les sous-officiers en cause pour servir au-delà de la limite d'âge normale de 42 ans en vue de parfaire 15 ans de service, devront l'être pour une durée de six mois [application de l'article 67 de la loi du 31 mars 1928 <sup>(11)</sup>]

*b. Hommes de troupe.*

A l'exception de ceux qui appartiendraient aux cadres visés à l'article 8 *bis* du décret n° 52-135 du 4 février 1952, modifié par le décret n° 54-491 du 10 mai 1954, et recevraient de ce fait application du régime de limites d'âge prévu audit article, les hommes de troupe français musulmans d'Algérie restent soumis à un régime de durée des services.

Ce régime, identique à celui qui était le leur avant leur admission au statut général, est défini à l'article 67 de la loi du 31 mars 1928, modifié par l'ordonnance du 24 mars 1945.

#### **4. Admission dans le corps des sous-officiers de carrière**

Jusqu'à ce jour, seuls les sous-officiers français musulmans d'Algérie servant sous « statut militaire français intégral » étaient susceptibles d'être admis dans le corps des sous-officiers de carrière dont le statut est fixé par la loi du 30 mars 1928.

L'admission au statut général de tous les personnels français musulmans d'Algérie servant encore sous régime transitoire permet désormais à ceux d'entre eux qui sont ou seront sous-officiers de solliciter leur admission dans le corps des sous-officiers de carrière s'ils réunissent les conditions requises à cet effet.

---

(1) Date retenue pour la mise en vigueur du décret n°48-1006 du 22 juin 1948 pris pour l'application de l'article 2 de la loi du 20 septembre 1947 portant statut organique de l'Algérie.

(2) BO/G, p. 5382 et BO/G, p. 5385.

(3) Abrogée en dernier lieu par l'instruction 1419 du 23 juin 1998 (BOC, p. 2547).

(4) Région militaire formée à l'époque par l'Algérie.

(5) En particulier, les capitaines d'active des armes pourront désormais être inscrits au tableau (2e partie) pour le grade de commandant.

(6) Le décret du 07 mai 1957 n'a aucun effet en matière d'engagement. En effet, depuis le 22 juin 1948, les Français musulmans d'Algérie sont régis en matière d'engagement par la loi du 31 mars 1928 et les textes consécutifs, notamment l'instruction ministérielle n°59000/PM/7/Aé du 9 avril 1956 (modifiée). Les dispositions de l'article 19 de l'instruction précitée relatives aux Français musulmans d'Algérie candidats à un engagement restent donc en vigueur (note accompagnant le texte).

(7) BO/G, p. 767.

(8) Texte abrogé depuis lors.

(9) Les dispositions de l'article 48 de l'instruction n°59000/PM/7/Aé du 9 avril 1956 relatives aux rengagements des Français musulmans d'Algérie seront modifiées en conséquence (note accompagnant le texte).

(10) Cassation, rétrogradation, envoi aux sections spéciales, etc. (note accompagnant le texte).

(11) Textes abrogés depuis lors.

(12) Les dispositions de l'instruction n°9135/PM/1 B du 20 janvier 1954 concernant les Français musulmans d'Algérie servant encore sous régime transitoire seront modifiées en conséquence (note accompagnant le texte).